

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Déclaration du gouverneur de la BERD
représentant la République kirghize
Session plénière de l'Assemblée annuelle de la BERD
Londres, 10-12 mai 2016

Monsieur le Président de la BERD, chers Gouverneurs,

J'aimerais commencer par féliciter la Banque pour le 25^e anniversaire de sa création, et par saluer ses solides résultats et ses accomplissements très concrets au cours de ces années. Pendant son quart de siècle d'existence, la Banque a grandement contribué au développement du secteur privé dans ses pays partenaires et apporté un soutien majeur aux pays dans les premiers stades de leur transition vers un développement durable.

Au cours de ces vingt-cinq années, la République kirghize a obtenu des résultats tangibles dans le cadre de sa transition vers une économie de marché et la mise en place d'une démocratie, mais il reste encore fort à faire. La situation macro-économique mondiale a eu un impact considérable sur l'économie de notre pays. Les résultats de 2015 suggèrent que notre développement économique a été affecté par des processus mondiaux, notamment le ralentissement général des économies de nos partenaires commerciaux et la hausse du dollar par rapport à d'autres monnaies.

Nous tenons à souligner l'efficacité des initiatives de la Banque telles que l'Initiative de promotion des marchés financiers locaux et des opérations en monnaie locale, ainsi que son soutien aux petites entreprises, de même que ses activités dans le secteur des infrastructures municipales et environnementales. Nous soutenons entièrement ces initiatives.

Nous souhaitons nous référer tout particulièrement aux mesures prises par la Banque pour renforcer le secteur privé durant la période de transition, en particulier en République kirghize. Cela étant, nous souhaitons exprimer notre intérêt pour la mise en œuvre dans notre pays de la nouvelle Initiative pour améliorer le climat d'investissement et la gouvernance, lancée par la Banque.

Une des priorités de notre pays est d'améliorer le climat d'investissement. Malgré un contexte extérieur difficile, le gouvernement kirghize a tout mis en œuvre pour faire du pays un « paradis des investisseurs ». Nos initiatives dans ce domaine visent à trouver un équilibre entre les intérêts de l'État, des investisseurs et de la population.

Nous appliquons un train de mesures destinées à encourager les investissements dans notre pays, à développer le secteur privé, à éliminer les restrictions administratives et les obstacles qui freinent l'investissement, à améliorer la législation et à libéraliser les conditions internes et externes s'appliquant aux échanges commerciaux. L'ensemble de ces mesures constituera une base solide pour l'expansion du commerce extérieur et l'afflux d'investissements directs étrangers.

La libéralisation du climat d'investissement et de la politique du commerce extérieur a été et reste une priorité stratégique de notre gouvernement, comme en témoigne l'introduction, dès 2013, de la possibilité de circuler librement sans visa pendant 60 jours pour les ressortissants de 61 pays au PIB par habitant supérieur à 7 000 dollars EU.

Afin de stimuler l'activité économique, nous avons mis en œuvre des réformes progressives, telles que la simplification des procédures fiscales ou encore la réduction du nombre de contrôles effectués sur les entreprises. Par exemple, le nombre de permis et d'autorisations a été ramené à 101 (contre 500 auparavant) et le temps passé à effectuer les contrôles a aussi été réduit. Suite aux réformes fiscales, notre pays dispose à présent du régime d'imposition le plus libéral de la région. L'impôt sur les bénéfices est de 10 %, tout comme l'impôt sur le revenu, et la TVA est de 12 %, ce qui est avantageux par rapport aux taux du Kazakhstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et de la Chine.

En conséquence de toutes ces réformes, la République kirghize a obtenu de meilleures notations internationales. En outre, notre pays s'est vu assigné une note souveraine qui lui permet de diversifier ses investisseurs, de faire l'objet d'une évaluation de sa solvabilité, et d'améliorer son image à l'international.

Malgré le ralentissement de la croissance économique qu'ont connu nos principaux pays partenaires et qui a pesé sur l'économie kirghize en 2015 en entraînant une contraction des

investissements et des exportations, l'afflux d'investissements directs étrangers dans notre pays a augmenté de 12,6 % par rapport à 2014.

Il est extrêmement urgent et indispensable de mettre en œuvre des projets régionaux de protection de l'environnement, ainsi que des initiatives en matière de changement climatique, de même que des projets en faveur des énergies renouvelables, entre autres. Nous recommandons à la BERD de se mobiliser davantage pour lever des fonds spéciaux de donateurs provenant de sources comme le Fonds d'investissement climatique et le Fonds pour l'environnement mondial afin de réaliser des projets climatiques régionaux en Asie centrale.

Globalement, alors que les investissements de la BERD en Asie centrale ont augmenté au total de 75 % en 2015, atteignant un montant de 1,4 milliard d'euros, les investissements en République kirghize ont été les plus bas de la région. Par conséquent, nous espérons qu'à l'avenir la BERD augmentera le volume de financement qu'elle accorde à la République kirghize.

Dans ce contexte, il est bon de rappeler que la République kirghize est le seul pays de la région à avoir adopté une forme de gouvernement parlementaire et qu'elle met en œuvre désormais systématiquement des réformes destinées à développer et consolider davantage la démocratie parlementaire.

Pour conclure, j'aimerais une nouvelle fois remercier la Banque pour le soutien qu'elle apporte aux pays qui se mobilisent pour parvenir à un développement économique durable.

Je vous remercie de votre attention.